



La participation des
personnes accueillies :
quelle mise en œuvre ?

BIBLIOGRAPHIE

Octobre 2017

Le 12 octobre 2017, l'IREPS de Franche-Comté
propose une journée d'étude intitulée :
« La participation des personnes accueillies : quelle mise en œuvre ? ».

Cette journée est organisée en partenariat avec l'IRTS de Franche-Comté,
la Fédération des acteurs de la solidarité BFC, GEM Les Amis de Ma rue là, l'Adapei du Doubs, l'association
Nous aussi, la compagnie des Déniapés, l'association Ecarts d'arts, la compagnie de théâtre La Gouaille
et avec le soutien de l'ARS de Franche-Comté.

Cette bibliographie complète les interventions de cette journée : elle propose une sélection de documents et ne vise pas à l'exhaustivité de la thématique.

La sélection des références a été réalisée sur des critères répondant à l'intérêt des documents, ainsi qu'à leur accessibilité (présents au Centre de ressources documentaires de l'IRTS de Franche-Comté ou en ligne).

Les références sont classées par ordre alphabétique d'auteur ou de titre.

Les liens internet ont été consultés en septembre 2017.

La participation

BARRREYRE Jean-Yves dir., BOUQUET Brigitte dir., « Participation », pp. 413-414, in : *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*, Paris : Bayard, 2006, 637 p.

Cote : 360-DIC

« La participation », *Les Cahiers du Pavé*, n°2, 2013, 65 p.

Cote : DOS 133

Faire les courses, c'est participer au couple ? Garder les enfants du voisin, c'est participer à la vie du quartier ? Brûler des voitures, c'est participer à la société ? Prendre ses bénéficiaires, c'est participer à l'entreprise ? Couper la parole à quelqu'un, c'est participer à un débat ? Et ne rien dire de toute la réunion, est-ce encore y participer ? L'idéologie de la participation est tellement chargée positivement qu'un professionnel qui s'opposerait à sa mise en place aurait sans doute bien du mal à se justifier. Il semble que la réticence du peuple à participer à ce qu'on lui demande n'a d'égal que l'impératif de participation dans les politiques publiques. Les métiers qui gravitent autour du concept de participation pourraient bien devenir "en tension". De fait, c'est déjà tendu. Nous croyons à la participation, mais dès lors qu'elle comporte des enjeux réels, qu'elle travaille les contradictions, qu'elle laisse la place au conflit, qu'elle s'appuie sur des méthodes adaptées, qu'elle tente de contrer les dominations... Bref, qu'elle soit un instrument d'éducation populaire et non un simulacre de démocratie...

« Participer : le concept », *Informations sociales*, n° 43, 1995, pp. 4-113.

Cote : INF 43

Les bénéficiaires de l'action sociale sont - ou devraient être - invités à participer, à se prendre eux-mêmes en charge, avec l'aide des professionnels. Cette injonction à participer appelle à la réflexion : qui doit participer, pourquoi, au nom de quoi, comment ? Ce numéro explore le concept de participation, son histoire et ses applications aussi bien en France que dans d'autres pays.

ZASK Joëlle, *Participer : essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont : Le bord de l'eau, 2011, 326 p.

Cote : 100 ZAS

Entre philosophie, sociologie, science politique et esthétique, Joëlle Zask explore l'idée que participer implique bien davantage qu'intervenir dans une situation dont les règles sont préétablies. Elle met au jour les critères grâce auxquels on peut distinguer les formes de participation superficielles, fallacieuses, manipulatrices - elles sont légion - de celles qui sont réellement constructives, aussi bien pour l'individu que pour le groupe.

La participation des personnes accueillies

ANDESI, UNAPEI, *La participation des usagers dans les établissements et services sociaux et médico sociaux* [en ligne] Paris : UNAPEI ; ANDESI, 2005, 40 p.

Disponible sur : <http://inserweb.free.fr/inserweb/IMG/pdf/La20participation20des20usagers.pdf>

Association des Paralysés de France, *Carnet de route de la participation. Recueil d'initiatives au service des personnes accompagnées* [en ligne], Paris : APF, novembre 2016, 56p.

Disponible sur :

https://www.apf.asso.fr/sites/default/files/carnet_de_route_de_la_participation_des_usagers_6.12.2016.pdf?token=5b0TOXE

BARON Sylvie, ETIENNE Catherine, « Usagers. Conseils de vie sociale, groupe d'expression : la participation, cela s'apprend » [en ligne], *Recueils & documents*, n° 42, juillet 2007, 69 p.

Disponible sur : http://www.fnars.org/images/stories/rd_42_un_livret_pedagogique_usagers.pdf

BOUCHER Manuel, *Participation des « usagers » et transformation des pratiques professionnelles des acteurs de la protection de l'enfance - Rapport final*, Rouen : Laboratoire d'étude et de recherche sociales, 2014, 235 p.

Cote : DOS 18

Ce rapport présente les résultats d'une recherche qui interroge « les pratiques des acteurs de la protection de l'enfance dans leurs rapports avec les enfants bénéficiant d'une mesure de protection » ainsi que les relations développées avec les parents, autrement dit, les « usagers » de la protection de l'enfance. (D'après l'introduction)

BOUQUET Brigitte, DRAPERI Jean- François, JAEGER Marcel, *Penser la participation en économie sociale et en action sociale*, Paris : Dunod, 2009, 277 p.

Cote : 360 BOU

La participation renvoie à un modèle de société qui prend ses distances avec la division du travail et la société salariale. Elle redéfinit les principes présidant l'action publique. Et pour l'action sociale, l'assistance étant jugée trop passive et l'État providence engendrant trop l'assistanat, une législation instaurant la participation entend lui substituer un modèle d'appartenance plus actif, plus individuel et mieux maîtrisé par chacun. Pour autant, quelle est la réalité de la participation ? Comment comprendre sa notoriété et vérifier sa pertinence ? Peut-on réinventer une nouvelle citoyenneté grâce à la participation, et si oui, comment et dans quel cadre ? La participation ne cache-t-elle pas un nouveau projet normatif par une économie libérale dominante ?

BUREAU Marie-Christine, RIST Barbara, « Les figures de la participation des usagers dans les commissions d'attribution des droits aux personnes handicapées », *Vie sociale*, n° 4, 12/2012, pp. 81-96.

Cote : VS 4/2012

COPPET (de) Catherine, « Le pouvoir aux usagers. Dossier », *Direction(s)*, n° 138, janvier 2016, pp.24-31

Cote : DIR 138

C.S.T.S., *L'usager au centre du travail social : de l'énoncé des droits de la personne à l'exercice de la citoyenneté. Conditions d'émergence de pratiques professionnelles novatrices*, Rennes : ENSP, 2007, 165 p.

Cote : 360 CSTS

La loi du 2 janvier 2002 positionne l'usager au cœur de l'action sociale. Examiner l'effectivité de la mise en actes des principes réaffirmés par la loi, éclairer la manière dont le travail social s'en empare : tel était le mandat confié au groupe de travail dirigé par Jacques Ladsous et Brigitte Bouquet. Le rapport passe en revue la posture requise, tant des professionnels et des administrations que des usagers eux-mêmes, le processus de la relation d'aide, passé de l'assistance à l'accompagnement, et enfin les procédures indispensables à une refondation des relations entre travailleurs sociaux et usagers.

DARMON Laëtitia, « Politiques sociales : la voix des usagers est-elle entendue ? », *TSA*, n° 27, 11/2011, pp. 17-24.

Cote : TSA 027

La démocratie participative devient une exigence forte dans la société. Qu'en est-il dans le champ social et médico-social ?

DELHON Laëtitia, « Dossier. Accompagnement : la participation en mouvement », *Lien social*, n° 1183, 14/04/2016, pp.24- 31.

Cote : LIE 1183

« Développer notre pouvoir d'agir : individuel, professionnel, institutionnel – Journées nationales d'étude en Service Social Montpellier, du 6 au 8 novembre 2008 », *La revue française de service social*, n° 234, 02/2009, pp. 5-118.

Cote : RFSS 234

DIHL Marjolaine, LÉOTOING Marion, « Droits des usagers : une citoyenneté qui prend corps », *TSA*, n° 66, 10/2015, pp. 15-22.

Cote : TSA 066

Alors que le champ social s'interroge tous azimuts, notamment via les récents États généraux, la place et le rôle des usagers du secteur sont passés au crible. Leur participation citoyenne, mais aussi leur capacité à revendiquer leurs droits, prennent de plus en plus corps.

« Dossier. Empowerment et santé mentale », *La santé de l'homme*, n° 413, 05-06/2011, 51 p.

Cote : DOS 11

DUTOIT Martine, *L'advocacy en France : un mode de participation active des usagers en santé mentale*, Rennes : Presses de l'EHESP, 2008, 159 p.

Cote : 360 DUT

Fondée en 1996, l'association Advocacy France cherche à promouvoir une démarche participative des usagers en santé mentale qui soit une authentique alternative citoyenne aux pratiques habituelles. Au-delà de la défense des usagers, sa préoccupation majeure est d'impulser des stratégies coopératives innovantes entre les différents acteurs, dont témoignent par exemple les Espaces conviviaux citoyens.

« L'émancipation par l'empowerment », *Lien social*, n° 1123, 24/10/2013, pp. 10-18.

Cote : LIE 1123

FNARS Bourgogne, *Rapport d'étude sur la participation des usagers et bonnes pratiques dans les structures de la lutte contre les exclusions de la région Bourgogne* [en ligne], Dijon : Fnars Bourgogne, DRJSCS, 2012, 135 p.

Disponible sur : http://www.bourgogne.drjcs.gov.fr/IMG/pdf/etude_FNARS_participation_des_usagers.pdf

FORZY Loïcka, TITLI Lou, *Évaluation de la démarche de participation des personnes accueillies ou accompagnées au sein du CCPA et des CCRPA : rapport final* [en ligne], Paris : Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2015, 66 p.

Disponible sur : http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Asdo_DGCS_Rapport_eval_2015.pdf

GUILLERMOND Etienne, « Dossier. Citoyenneté : quelle réalité pour les personnes handicapées ? », *Vivre ensemble*, n° 133, 01-02/2017, pp. 6-11.

Cote : VIV 133

A l'heure où la campagne présidentielle bat son plein, la question de l'exercice de la citoyenneté des personnes handicapées mérite d'être posée. Auto-représentation, participation, où en sommes-nous en 2017 ?

JAEGER Marcel, *États généraux du travail social. Groupe de travail : Place des usagers*, Paris : Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, 2015, 62 p.

Cote : DOS 9

Ce rapport présente les réflexions du groupe de travail "Place des usagers" selon trois thématiques : les personnes et leur parcours : le rôle de l'intervention sociale ; territoire de vie des personnes : des espaces d'intervention et de développement social ; les professionnels du travail social et de l'intervention sociale : des acteurs formés tout au long de la vie. Le rapport se termine par une série de préconisations.

JAEGER Marcel, BARGES Isabelle, BOUQUET Brigitte, et al., *Refonder le rapport aux personnes. "Merci de ne plus appeler usagers"*, Paris : CSTS, 2015, 188 p.

Cote : DOS 11

Ce groupe de travail a été proposé au C.S.T.S., pour réfléchir sur la participation des usagers. Le rapport se présente en 6 parties : Le « modèle déclaratif » : les bonnes intentions ; Le doute sur l'effectivité des « droits des usagers » ; Développer un travail social « en résonance » : des principes aux pratiques significatives ; La contribution des personnes aidées ou accompagnées aux politiques sociales et la gouvernance ; Les changements institutionnels, organisationnels et professionnels ; Préconisations.

JANVIER Roland, MATHO Yves, *Comprendre la participation des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales*, Paris : Dunod, 2011, 261 p.

Cote : 360 JAN

Destiné aux professionnels de l'intervention sociale et à leurs cadres, ce livre entend contribuer au débat sur la place et le rôle de toutes les parties prenantes de l'action sociale et médico-sociale développée dans les établissements et services. Il vise à construire des espaces élaborés conjointement, dans lesquels chacun peut prendre part à l'élaboration collective.

JOUFFRAY Claire, *Développement du pouvoir d'agir : une nouvelle approche de l'intervention sociale*, Rennes : Presses de l'EHESP, 2014, 232 p.

Cote : 360 JOU

Les travailleurs sociaux font actuellement face à des injonctions paradoxales : faire plus avec moins et faire "avec" les personnes tout en devant les inscrire dans des dispositifs préconstruits... Pour nombre d'entre eux, le malaise est profond, car ils ressentent que leurs actes ne portent plus les valeurs à l'origine de leur choix professionnel. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA) peut les aider à redonner du sens à leur pratique. Plus qu'une traduction possible du concept d'empowerment, le DPA permet de produire du "pouvoir d'agir" par la mobilisation d'un ensemble de savoirs théoriques et pratiques : la construction du problème concret, le repérage des acteurs, de leurs enjeux et de leur contexte, l'implication des personnes concernées dans la définition des problèmes et des solutions, la conduite contextuelle de l'intervention et la démarche d'action conscientisante.

LABASQUE Marie-Véronique, MENCHI Patrick, coord., « Usagers et professionnels en question ? », *Forum*, n° 138, 03/2013, 112 p.

Cote : FOR 138

Deux articles à lire : De l'accompagnement éducatif, thérapeutique et judiciaire à l'épreuve de la participation des usagers ; La participation collective des usagers : ordre normatif ou processus démocratique ?

LEVRAY Nathalie, « Action sociale : pouvoir d'agir, le capital social. Dossier », *La Gazette santé social*, n° 136, janvier 2017, pp.15-22.

Cote : GAZ 136

MARQUET Alexandra, « Dossier. La citoyenneté pour tous en marche », *DOC'Accompagnement*, n° 7, 2017, pp. 7-18

Cote : DAC 07

« Osons le collectif : changer de regard, changer de positionnement », *La revue française de service social*, n° 232, 01/2009, 144 p.

Cote : RFSS 232

« La pratique du "Family Group Conferencing" en protection de l'enfance. Pour une approche innovante du travail avec les familles basée sur le concept d'empowerment », *Les Cahiers de l'Actif*, n° 318-319, 2002, 194 p.

Cote : CAH 318-319

RAYNA Sylvie dir., *Avec les familles dans les crèches ! Expériences en Seine-Saint-Denis*, Toulouse : Erès, 2016, 201 p.

Cote : 370 RAY

Depuis des années, les crèches de Seine-Saint-Denis font preuve de créativité pour agir avec les parents en vue d'améliorer l'accueil des jeunes enfants et de leur famille. Dans une société marquée par la montée de la pauvreté, de la désaffiliation sociale, des éclatements familiaux, etc., les projets mis en oeuvre indiquent la voie de ce qu'il est possible d'engager pour mieux vivre ensemble. 12 crèches départementales présentent et analysent leurs avancées en direction des familles qu'elles accueillent. Professionnelles, responsables départementaux, partenaires associatifs du monde des arts et de la culture exposent la genèse, le déroulement et les impacts d'un ensemble de projets innovants qui témoignent d'un changement paradigmatique : le passage d'actions pour les parents à des actions partagées avec les parents.

RAYNA Sylvie dir., BOUVE Catherine dir., *Petite enfance et participation : une approche démocratique de l'accueil*, Toulouse : Erès, 2013, 351 p.

Cote : 370 RAY

Inscrit dans un contexte de recherches et d'expériences internationales, cet ouvrage met en dialogue des points de vue de chercheurs, de professionnels et de parents. Il présente, sur différentes échelles, quelques dispositifs, outils et pratiques participatifs, expérimentés en France, Italie, Belgique, Suisse, dans divers lieux de la petite enfance : consultation PMI, crèche collective, familiale, halte-garderie, jardin maternel, jardin d'éveil, école maternelle, classe passerelle.

RÉGNIER Claire, coord., « De la participation à l'implication des personnes accompagnées », *Les cahiers du travail social*, n° 84, 016, 129 p.

Cote : CTS 84

« Le travail social à l'épreuve de la participation », *Vie sociale*, n° 1/2004, 01/2004, 134 p.

Cote : VS 1/2004

VALLERIE Bernard, coord., *Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir)*, Paris : L'Harmattan, 2012, 192 p.

Cote : 370 VAL

La diversité des expérimentations présentées dans cet ouvrage vise à caractériser une approche innovante des interventions sociales, l'approche dite du "développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités". Celle-ci est issue de la notion d'empowerment. Si, aujourd'hui, ce terme est fréquemment utilisé dans des secteurs très différents, la réflexion se limite au champ des interventions sociales. Cette approche ne constitue en aucun cas une nouvelle théorie mais propose quelques repères formalisés à partir de pratiques ayant fait la preuve de leur qualité. Dénonciation des pratiques standardisées, réflexion et action s'effectuant "avec" et non "sur", prise en compte de la complexité des enjeux en présence, décentration des seules caractéristiques individuelles pour s'intéresser aux composantes structurelles constituent ainsi des repères pour les intervenants oeuvrant dans la perspective d'une plus grande justice sociale.

Les recommandations de pratiques professionnelles de l'ANESM

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *Les attentes de la personne et le projet personnalisé : recommandations de bonnes pratiques professionnelles*, Saint-Denis : ANESM, 2008, 47 p.

Cote : DOS 1

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *L'expression et la participation du mineur, de ses parents et du jeune majeur dans le champ de la protection de l'enfance*, Saint-Denis : ANESM, 2014, 80 p.

Cote : DOS 54

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *Expression et participation des usagers dans les établissements relevant du secteur de l'inclusion sociale*, Saint-Denis : ANESM, 2008, 36 p.

Cote : DOS 12

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *La participation des usagers au fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux : recueil des pratiques et témoignages des acteurs*, Saint-Denis : ANESM, 2014, 108 p.

Cote : DOS 12

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *Participation des personnes protégées dans la mise en oeuvre des mesures de protection juridique*, Saint-Denis : ANESM, 2012, 83 p.

Cote : DOS 1

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *La participation des usagers dans les établissements médico-sociaux relevant de l'addictologie* [en ligne], Saint-Denis : ANESM, 2010, 90 p.

Disponible sur : http://www.anesm.sante.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=371

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *Qualité de vie en Ehpad (volet 3). La vie sociale des résidents en Ehpad*, Saint-Denis : ANESM, 2012, 64 p.

Cote : DOS 126

AGENCE NATIONALE DE L'EVALUATION ET DE LA QUALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, *Qualité de vie en MAS-FAM (Volet I). Expression, communication, participation et exercice de la citoyenneté*, Saint-Denis : ANESM, 2013, 89 p.

Cote : DOS 129

Le conseil de vie sociale

Consulter aussi les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'ANESM.

BURNIER Bernadette, « Le Conseil de la Vie Sociale : réflexions autour de la mise en place d'une instance participative dans les établissements sociaux et médicosociaux », *Les Cahiers du travail social*, n° 70, 10/2012, 116 p.

Cote : CTS 70

La participation des personnes accueillies – biblio / IRTS-FC, CRD, octobre 2017

« Dossier. La participation des personnes accompagnées au coeur des politiques publiques : une idée qui avance ! », *Forum (CNAPE)*, n° 78, 07/2017, pp. 11-26

Cote : CNA 78

ETIENNE Catherine, « Le conseil de vie sociale dans les CHRS », *Direction(s)*, n°17, mars 2005, pp. 47-48.

Cote : DIR 017

ETIENNE Catherine, « La participation ça s'apprend ! Former les usagers, administrateurs et travailleurs sociaux de CHRS, à leur rôle de représentant au Conseil de la vie sociale », *La revue française de service social*, n° 232, 01/2009, pp. 60-68.

Cote : RFSS 232

GACOIN Daniel, « Mettre en œuvre le conseil de la vie sociale », pp. 123-128, in : *Communiquer dans les institutions sociales et médico-sociales : enjeux, stratégies, méthodes - 2e édition*, Paris : Dunod, 2004, 316 p.

Cote : 650 GAC

GUICHET Thérèse, « Le Conseil de la vie sociale », *La Revue française de service social*, n° 225, 2007, pp. 66-70.

Cote : RFSS 225

MORIN Cédric, GRARADJI Nadia, « Dossier. Conseil de la vie sociale : huit ans, l'âge de raison », *Direction(s)*, n° 70, 01/2010, pp. 24-31.

Cote : DIR 070

NOËL Marc, « La participation des jeunes au sein du conseil de la vie sociale d'un établissement de protection de l'enfance », *Vie sociale*, n° 2/2008, 06/2008, pp. 55-63.

Cote : VS 2/2008

Les Groupes d'entraide mutuelle

BENATTAR Béatrice, DURAND Bernard, coord., « Les groupes d'Entraide Mutuelle », *Pratiques en santé mentale*, n° 3, 08/2007, pp. 5-53.

Cote : PRS 3/07

BENATTAR Béatrice, DURAND Bernard, coord., « Les groupes d'Entraide Mutuelle (suite) », *Pratiques en santé mentale*, n° 4, 11/2007, pp. 5-64.

Cote : PRS 4/07

GEM Les amis de Ma Rue Là, *Dans les pas de Battant. Rencontre avec les professionnels et les associations du quartier*, Besançon : GEM Les amis de Ma Rue Là, 2016, 31 p.

Cote : DOS 133

Ce document est le résultat d'un projet basé sur 25 ateliers d'écriture et 20 ateliers photographie consacré au quartier Battant où l'association réside. Les auteurs sont allés à la rencontre, par petits groupes, des commerçants et des associations du quartier afin de recueillir leur savoir-faire et leur ressenti sur le quartier mais aussi de faire connaître le GEM, Groupe d'Entraide Mutuelle. (D'après la présentation du GEM)

« Les GEMS et l'exercice de la liberté », *Pratiques en santé mentale*, n° 4, 11/2015, pp. 4-31.

Cote : PRS 4/15

« Les GEM : groupes d'entraide mutuelle » [en ligne], *Les cahiers pédagogiques de la CNSA*, 05/2017, 19 p.

Disponible sur : http://www.cnsa.fr/documentation/cahierpedagogique_gem.pdf

Ce « cahier pédagogique » vise à faire connaître les Groupes d'entraide mutuelle (GEM) aux acteurs susceptibles d'orienter, à un moment de leur parcours, des personnes vers ces dispositifs. Il donne un aperçu des bénéfices apportés par les GEM et identifie les besoins auxquels ils sont susceptibles de répondre. Apporter une visibilité à ces groupes particuliers, basés sur l'aide entre pairs et le renforcement de la capacité d'agir des personnes, semble aujourd'hui essentiel.

HAMON Mickaël, *Après la folie* [Film documentaire], Plan large production, 2009, 52'

Cote : DVD 238

AVERTISSEMENT - L'acquiescement des droits institutionnels de ce document audiovisuel permet de projeter ce programme dans le cadre des activités pédagogiques et de formation au sein de l'établissement acquéreur (IRTS de Franche-Comté). La duplication est interdite. Le prêt individuel est destiné à un usage privé et personnel.

Le réalisateur s'est immiscé pendant sept mois dans le quotidien du Groupe d'Aide Mutuelle de Nantes, une association qui rassemble des personnes souffrant de troubles psychiatriques majeurs, un lieu où les malades tentent de se resocialiser. Ce film est la chronique de ce lieu de vie, après la folie. C'est aussi une rencontre avec certains adhérents, afin de déstigmatiser leur "folie", la "folie" en général. Qu'elle s'appelle schizophrénie, troubles bipolaires ou autre, c'est d'abord une maladie handicapante qui nous fait peur. Mais cela va bien au-delà : notre société par sa vitesse, son injustice, sa "folie", produit elle-même ses propres déclassés, ses fous, ses marginaux.

PAPAY Jacques, HAJJAR Meriem, « Les GEM entre l'entraide et le risque de l'institutionnalisation », *Vie sociale*, n° 4, 12/2012, pp. 189-200.

Cote : VS 4/2012

ROUFF Katia, « Dossier. Psychiatrie. Les groupes d'entraide mutuelle : un dispositif audacieux », *Lien social*, n° 1100, 04/04/2013, pp. 10-17.

Cote : LIE 1100

ROUFF Katia, « Dossier. Groupes d'entraide mutuelle : les malades psychiques s'organisent », *Lien social*, n° 876, 13/03/2008, pp. 8-18.

Cote : LIE 876

VILLON Ludmilla, « La vie d'un GEM », *V.S.T.*, n° 103, 09/2009, pp. 40-47.

Cote : 360 VST

VISINTAINER Sabine, « Les groupes d'entraide mutuelle ou les figures variables de l'"usager acteur " en santé mentale - entre politiques sociales d'activation des vulnérables et réflexivité des acteurs », *Forum*, n° 138, 03/2013, pp. 75-85.

Cote : FOR 138

Centre de Ressources Documentaires

IRTS de Franche-Comté

1, rue Alfred de Vigny CS 52107 25051 BESANÇON Cedex

Tél : 01 81 41 61 41

Courriel : crd@irts-fc.fr

Catalogue en ligne : <http://www.irts-fc.fr:8080/>

Horaires d'ouverture

Lundi, mardi, mercredi : 9h – 17h

Judi : 13h30 – 17h

Vendredi : 9h – 16h30

Le CRD est ouvert à tout public.

L'accès est gratuit pour les étudiants, stagiaires et personnels de l'IRTS,
payant pour les personnes extérieures (23 €)